



Les agriculteurs s'apprêtent à bloquer des dépôts de carburant

agriculture | énergie | carburants | production | pétrole | social

Paris, France | AFP | 08/06/2018 10:13 UTC+2 | mise à jour le 08/06/2018 10:36 UTC+2

par Nicolas GUBERT / Emmanuelle TRECOLLE

Les agriculteurs veulent bloquer l'approvisionnement en carburant contre le "double langage" du gouvernement sur les accords internationaux et les importations de matières premières, le détonateur ayant été le raffinage d'huile de palme par Total à La Mède (Bouches-du-Rhône).

La FNSEA, principal syndicat agricole, et les Jeunes agriculteurs ont annoncé pour lundi matin le début d'un mouvement de blocage à travers la France des raffineries et dépôts de carburant, pour dénoncer les contradictions d'un gouvernement qui exige de ses agriculteurs des normes qu'il n'impose pas aux produits agricoles importés.

Ces blocages, qui pour certains pourraient démarrer dès dimanche, notamment à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime), sont prévus jusqu'au 13 juin, mais seront reconductibles. Ils sont largement soutenus par les associations spécialisées de la FNSEA qui rassemblent les éleveurs de bovins (FNB), porcins (FNP) et laitiers (FNPL) ainsi que les producteurs d'oléoprotéagineux (FOP).

En ligne de mire des paysans, la bio-raffinerie Total de La Mède, qui va utiliser, à compter de sa mise en service cet été, 50% d'huile de palme importée pour produire du bio-carburant, une concurrence redoutée par les producteurs de colza français et qui a donc grandement inspiré le ton de la révolte du monde agricole.

"Choisir de bloquer les raffineries, c'est un moyen de se faire entendre par le gouvernement, car ce sont les symboles de ces importations distorsives", explique Jérôme Despey, secrétaire général de la FNSEA, qui dénonce "le double langage du gouvernement sur les accords internationaux et les négociations bilatérales qui autorisent des contingents d'importation complémentaires qui viennent déstabiliser l'ensemble des filières en France".

Principale revendication: que le gouvernement s'engage à ne pas rajouter des normes aux agriculteurs français qui s'estiment pénalisés par rapport aux importations venant du monde entier, mais également des autres pays européens.

Le syndicat demande donc qu'avant l'application de toute nouvelle norme, le Corena (Comité de rénovation des normes en agriculture) puisse effectuer une expertise économique et sociale.

Le FNSEA veut également que soit réintroduit dans la loi Alimentation, examinée à partir du 26 juin par le Sénat, un amendement sur l'interdiction d'importer toute denrée produite en utilisant des substances phytosanitaires interdites dans l'Union européenne, même à doses résiduelles, a ajouté M. Despey.

- L'huile de palme dans le collimateur -

Officiellement, 13 sites seront bloqués à Donges (Loire-Atlantique), Gonfreville l'Orcher, Dunkerque (Nord), Coignières (Yvelines), Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Grandpuits (Seine-et-Marne), Vatry (Marne), Strasbourg, Cournon (Puy-de-Dôme), Lyon et Feyzin (Rhône), La Mède (Bouches-du-

Rhône) et Toulouse.

Un chiffre à mettre en perspective avec les sept raffineries et 200 dépôts dont environ 90 dépôts principaux, que compte la France. Le carburant est acheminé des raffineries aux dépôts par un réseau d'oléoducs de 6.000 km, ainsi que par barge et par train.

La FRSEA d'Ile-de-France a toutefois annoncé son intention de bloquer également le dépôt de carburant de Grigny (Essonne), bloquant ainsi les principaux dépôts de la région.

La FNSEA a indiqué à l'AFP que les barrages débuteraient dès 07H45 le lundi, certains à 11H00, dans la configuration suivante: une centaine de personnes sur chacun des sites, avec une tente, des barbecues et des tracteurs, dans une ambiance qualifiée de "conviviale".

"Est-ce que les agriculteurs savent qu'il y a une société qui leur est affiliée qui importe 200.000 tonnes d'huile de palme pour faire des biodiesel en France?", a déclaré la semaine dernière Patrick Pouyanné, patron de Total.

Ripostant aux critiques, il interpellait sans le nommer le géant agro-industriel Avril, dont l'ancien président Xavier Beulin, décédé soudainement en 2017, était aussi le patron de la FNSEA, le principal syndicat agricole.

"Nous utilisons 8,5%, d'huile de palme, ce qui correspond à un peu plus de 100.000 tonnes, pour 91,5% de colza et de tournesol", a indiqué à l'AFP un porte-parole du groupe Avril.

"Si on veut continuer à vendre le biodiesel de colza d'Avril, entre le biodiesel de soja argentin et le biodiesel de palme indonésien, si on ne met pas un peu de palme indonésien dans notre biodiesel, on n'a plus de clients", à commencer par Total, a indiqué ce porte-parole.

"S'il y a un industriel aujourd'hui, qui demande à l'Europe de ne pas autoriser l'utilisation d'huile de palme pour faire du biocarburant, c'est le groupe Avril", a conclu ce porte-parole.

etr-ngu-bur/tq/spi